Portail d'affaires

Coordination en sécurité et protection de la santé csps

Annonce V69454 mise à jour le 01/03/2023

Description générale

Fiche d'identité de la société

Forme juridique	SARL
Ancienneté de la société	Plus de 10 ans
Localisation du siège	Rhône

Résumé général de l'activité

Société qui assure la coordination de sécurité et protection de santé des travailleurs, principalement lors de la co-activité, dans le bâtiment, en région Rhône-Alpes.

Eléments chiffrés

Année de référence	2022
Fonds propres	75 k€
Dettes financières	0 k€
Trésorerie nette	60 k€

En k€/année	2020	2021	2022	2023
CA	225	245	270	290
Marge brute				
EBE	15	40	60	20
Rés. Exp.				
Rés. Net	0	1	3	2
Salariés	0	0	0	0

Indications concernant les éléments chiffrés

L'activité est exercée par le dirigeant qui prendra sa retraite à l'issue de l'accompagnement.

La rémunération du dirigeant est déterminée de manière à ne pas avoir à supporter l'IS sur les résultats.

Le petit plus du dossier : chaque euro de trésorerie non repris sera déduit du prix.

Positionnement concurrence

Positionnement par rapport au marché

La zone d'action de la société est située sur l'ensemble des départements de la région Rhône-Alpes.

Concurrence

Les concurrents sont les grandes sociétés de contrôle réglementaire avec aussi des indépendants.

Points forts

Aucune dépendance à l'égard des clients ou des fournisseurs.

La société tire son épingle du jeu pour assurer un excellent niveau de vie à son dirigeant.

Points faibles

Le point faible est la dépendance au cédant.
Sauf a déjà connaitre les méandres de l'activité, le repreneur devra se focaliser dès le premier contact sur sa capacité à se faire accompagner par le cédant.

Infos sur la cession

A propos de la cession de cette entreprise

Type de cession envisagée	Majoritaire
Raison principale de cession	Départ à la retraite
Prix de cession	296 k€

L'immobilier n'est pas compris dans la cession.

Profil de repreneur recherché

Profil recherché	Personne physique ou morale
Apport en fonds propres minimum pour se positionner sur ce dossier	90 k€